

## Discours de Raphaël GLUKSMANN à la 51<sup>e</sup> Fête de Frangy-en-Bresse

« Joyeux anniversaire à la Fête de la Rose. Je veux remercier les bénévoles qui permettent de se retrouver ici à Frangy.

Chère Cécile, c'est un honneur que tu m'aies appelé. On a le souci commun du Parc naturel régional, et un combat contre la corruption qui est un véritable poison. Ce que tu fais en France, je le fais en Europe.

Au fond, notre ennemi, que l'on doit combattre et vaincre, nous qui croyons à l'engagement politique et à la démocratie, notre ennemi c'est le sentiment d'impuissance, face aux catastrophes qui se succèdent, face à l'explosion des prix, aux cohortes d'Arméniens et des migrants, face aux multinationales qui font des milliards et massacrent la planète.

Il se matérialise en chacun de nous, quand on se dit « à quoi bon ? ». Le sentiment d'impuissance mine notre démocratie et conduit à l'abstention, au complotisme. Si vous voulez remporter des victoires contre Total et les GAFAM, il faut gagner contre le sentiment d'impuissance.

Il n'y a pas de citoyen impuissant. Il peut agir et décider. Si le citoyen croit que son représentant baisse la tête, pourquoi va-t-il se déplacer pour aller aux urnes ?

Comment met-on fin à la démission du politique ? Pourquoi on se laisse tenter par les extrêmes ? Pourquoi l'extrême droite est une vague qui balaye l'Europe ?

Je connais bien l'Italie. Il y a encore 15 ans, il était inimaginable qu'un xénophobe mette un pied dans un village de l'Italie du Sud. Il y a 3 ans, ils étaient la moitié d'un village à accueillir Monsieur Salvini. Ils n'étaient pas tous des fascistes.

Par la démocratie, la République, par l'Europe, on peut reprendre du pouvoir. C'est l'objet de mon engagement. C'est l'objet des neuf mois qui viennent. Pour que l'Europe permette de reprendre notre destin.

C'est grâce à vous que j'ai pu être élu et aller au Parlement européen. Oui, la campagne a été compliquée. Je me dédie à ce mandat pour vous rendre ce que vous nous avez donné en terme de confiance. Le mouvement « Place publique » venait d'être créé.

On a remporté des victoires et essuyé des défaites. On a un bilan commun, dont je suis fier.

Je suis arrivé du haut de mes combats dans la société civile. J'ai rejoint la commission sur les droits humains. Très vite j'ai intégré la commission commerce. J'ai porté une politique pour promouvoir mes principes. Le devoir de vigilance, c'est assez simple.

Arnaud Montebourg avait analysé très vite la menace de la globalisation. C'est-à-dire que les plus puissants sont ceux qui ont le moins de responsabilité. Les délocalisations ont permis d'échapper à tout forme de responsabilité juridique.

Il en va de même de toutes les grandes marques qui meublent nos armoires. Le droit de vigilance des entreprises, c'est d'établir la responsabilité. D'être responsable de tout ce qui permet de produire, y compris de détruire des forêts.

A force de mobilisation, avec des centaines de milliers de jeunes, on a réussi à faire voter et à faire que la commission adopte une loi. C'est majeur pour restructurer le socialisme.

Je porte depuis le début de mon mandat le fait de bannir des produits issus de l'esclavage. Eh bien, on est en train, je pense de réussir, on y arrive.

Les Chinois ont été autorisés à faucher nos productions de panneaux photovoltaïques. Ils l'ont fait avec l'assentiment des dirigeants libéraux européens.

Aujourd'hui, on vote des subventions pour des intérêts chinois. A cause de politiques commerciales stupides.

Pour défendre les principes, il faut des politiques commerciales. Je me suis penché sur les politiques industrielles européennes. Si on met des barrières, c'est un pas pour bannir. Il faut assumer les principes et les intérêts européens.

Comment on fait pour le Pacte vert européen ? En fait, on a un grand chantier industriel devant nous. La transformation écologique, ce n'est pas que des normes ; Il faut des champions industriels. Comme cela n'est pas fait, on assiste à une contestation des normes.

Ça ne sera pas moins d'usines, mais plus d'usines, plus d'emplois stables.

A partir de la défense de principes, il faut rentrer dans le détail. Les grands discours dégoûtent les gens de la politique.

Quand vous avez une révolution en Tunisie, les entreprises s'en vont, car il y avait de l'ordre et pas de grèves.

J'essaye de transposer nos principes, pour rompre avec la religion du libre-échange.

Face à Joe Biden, qui lance le plus grand plan sur la transformation écologique, au lieu de pousser des cris, de vouloir en appeler à l'OCDE, on devrait faire la même chose à l'échelle européenne. C'est ce que l'on va porter pendant la campagne qui vient.

Il ne faut pas être seulement des consommateurs. On est aujourd'hui des consommateurs d'une sécurité aux Etats-Unis. On a un continent développé et riche qui joue sa sécurité tous les quatre ans, à chaque élection américaine. On va compter les voix dans le Michigan ?

Partons de l'hypothèse que Donald Trump est peut-être l'avenir des Etats-Unis, que faisons-nous ? Que faisons-nous le jour où la Chine envahit Taïwan et arrête de nous fournir, comme pour les médicaments. On doit réapprendre à produire les biens essentiels dans des secteurs stratégiques.

Vous avez tous vu les Arméniens qui fuient et l'Europe qui ne dit rien. Car on est dépendant du gaz de l'Azerbaïdjan. Tout cela parce que nous ne sommes plus producteurs d'énergie.

On a besoin d'une souveraineté énergétique. Et là, on a un projet pour l'Europe : celui d'une reprise de notre destin.

Le mandat qui se termine a été marqué par trois crises. D'abord la pandémie. On a vu des agents aller voler des masques sur le tarmac des aéroports. Pas foutu de produire certains médicaments, des bouteilles d'oxygène. Dès qu'il y a une crise, on se rend compte qu'on est tout nu.

Prise de conscience aussi avec la guerre. Au bout de six mois, on n'avait plus de stock à fournir aux Ukrainiens. Est-ce possible dans un continent aussi riche que l'Europe ?

Ces crises exigent de remettre la politique au poste de commandement, à reprendre en main notre destin. L'Europe est l'échelle qui le permet.

Que les marchés européens soient réservés aux productions européennes. Il faut une communauté d'intérêt commun. Un fond souverain européen pour le Pacte vert. Une politique agricole commune qui change, pour rémunérer l'emploi et l'utilité écologique et non l'hectare.

Pendant 50 ans, on a dit aux agriculteurs qu'ils allaient mettre fin à la disette en France, en Europe et dans le monde. Et on leur dit aujourd'hui « vous détruisez les nappes phréatiques ». Les agriculteurs sont les premières victimes et n'arrivent pas à boucler leur fin de mois.

Il faut leur dire qu'une autre histoire. Est possible. Il faut que vous en soyez les héros. Il faut battre en brèche les mythes portés par des organisations syndicales qui ne représentent que les gros producteurs.

Oui, comme toute transformation sociale, il y aura de la casse. Les lésés seront ceux qui ont le plus profité et pollué. La transformation écologique est dans l'intérêt de nos agriculteurs. Il faut les convaincre ; C'est un défi énorme.

L'enjeu est de convaincre que la transformation sera socialement juste, avec un retour de la justice sociale. Quand on vote, on décide d'orientations politiques. Oui, les jeunes Français peuvent avoir du pouvoir. Quand on lance une campagne sur les multinationales, cela peut produire des résultats, déboucher sur des lois. On a du pouvoir pour avoir la joie d'être citoyen. On n'est pas condamné à l'impuissance. L'enjeu est de convaincre les citoyens d'exercer leur pouvoir.

On a neuf mois pour les élections européennes ; pas pour discuter de Macron ou de Le Pen, mais pour parler d'Europe, de comment elle peut changer le quotidien. Parler industrie et écologie, contrôle par le peuple, réinvestir l'espace politique.

On peut lever un enthousiasme sans tomber dans la démagogie. Je veux que l'on fasse de ces mois une réhabilitation de la politique, que les gens votent en étant informés de ce qu'ils votent ».